

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

APPEL D'OFFRES OUVERT

Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d'Angély

Etablissement support du GHT Charente Maritime Sud

11, boulevard Ambroise Paré - BP 10326 - 17108 SAINTES cedex

Tél. : 05.46.95.12.30 - Courriel : ght.contrat@gh-saintesangely.fr

Profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

agissant pour son compte et pour le compte d'établissements parties

OBJET

**FOURNITURE DE PETITS ET GRANDS APPAREILLAGES
SUR MESURE D'ORTHOPEDIE**

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent document a pour objet de définir les clauses techniques particulières relatives au marché de fourniture de petits et grands appareillages sur mesure d'orthopédie pour les établissements acheteurs suivants : le Groupe Hospitalier de Saintes - Saint Jean d'Angély et les Centres hospitaliers de Boscarnant, Jonzac et Royan.

L'estimation des besoins a été établie sur la base des consommations moyennes annuelles observées ces quatre dernières années (2022 à 2025). Les quantités ne sont données qu'à titre indicatif et figurent en annexe 1 du présent document.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

2.1 – Qualification

Le titulaire doit :

- Etre présent physiquement pour effectuer les prises de mesures dans les sites concernés.
- Disposer de certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques : justificatif attestant d'une organisation formalisée par un système qualité garantissant la qualité des marchandises jusqu'à leur livraison. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés
- Proposer des produits inscrits sur la LPPR.

2.2 – Qualité du produit

Tout dispositif proposé devra être muni du marquage CE de conformité.

L'étiquetage du dispositif devra suivre la réglementation en vigueur et notamment mentionner de façon claire :

- le libellé du dispositif ;
- le numéro de lot ;
- la date de péremption (si applicable) ;
- le marquage CE.

2.3 - Caractéristique du produit

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission et pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

Les produits livrés périssables auront une durée de péremption au moins égale aux deux tiers de la période de validité totale pour les produits à péremption inférieure à un an et d'au moins un an pour les autres.

2.4 - Nature du conditionnement

Le conditionnement devra permettre la protection du produit jusqu'à son utilisation.

ARTICLE 3 – INFORMATION TECHNIQUE

Le titulaire doit donner, à l'ensemble des établissements acheteurs, accès aux informations techniques concernant les produits proposés (documents, références à des banques de données, dossiers cliniques, etc...).

Les fiches techniques de chaque produit sont fournies par le titulaire dans son offre et actualisées en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES

Liste des produits et prestations remboursables (LPPR) : Pour être remboursés aux assurés sociaux, les dispositifs médicaux doivent être inscrits sur une liste des produits et prestations (LPP) fixée par arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale (article L.165-1 du code de la sécurité sociale). L'inscription est effectuée, soit par la description générique du produit, soit sous forme de marque ou de nom commercial. Cette inscription peut être subordonnée au respect de spécifications techniques, d'indications thérapeutiques ou diagnostiques et de conditions particulières de prescription et d'utilisation. Le tarif de responsabilité de ces produits et prestations est fixé par convention entre le fabricant ou le distributeur du produit ou, à défaut, par décision du CEPS (article L.165-2 du code de la sécurité sociale).

Si les établissements acheteurs étaient amenés à changer leur méthode de travail compte tenu de l'évolution des techniques, des thérapeutiques ou de la réglementation en vigueur, le marché pourra être modifié par voie d'avenant dans le respect des dispositions du code de la commande publique.

En cas d'évolution technologique de ses produits durant la période du marché, le titulaire pourra proposer de substituer un nouveau produit à l'ancien, sous réserve de l'acceptation de l'établissement acheteur, cet accord sera formalisé par avenant.

En cas d'échec de pose, le titulaire devra, à ses frais, refaire l'appareillage en question dans le même délai que le délai de livraison initial annoncé dans le BPU.